

Les pays de l'élargissement peinent à adopter l'euro

LE MONDE | 28.12.06 | 15h09 • Mis à jour le 29.12.06 | 15h08

<http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0,36-850045,0.html>

La Slovénie doit entrer dans le club des pays membres de la zone euro, le 1er janvier 2007. La "petite Suisse des Balkans" est le premier des pays issus de l'élargissement à adopter la monnaie unique. Ce pays de deux millions d'habitants risque cependant de faire figure de pionnier pendant quelques années, tant l'expansion de la zone euro est laborieuse. Lors de leur adhésion à l'Union, en mai 2004, les dix nouveaux pays affichaient l'ambition de se doter au plus vite de la monnaie unique, mais ils ont dû déchanter, faute de pouvoir satisfaire les critères de qualification.

En principe, les pays de l'Union élargie doivent adopter la monnaie unique dès qu'ils respectent les normes fixées par les pays fondateurs : des prix et des comptes publics sous contrôle, des taux d'intérêt à long terme stabilisés, et une monnaie ancrée depuis deux ans à l'euro dans le cadre du mécanisme de change européen-bis. A ce stade, seules les petites îles de Chypre et de Malte, en 2008, puis la Slovaquie, en 2009, peuvent encore espérer rejoindre l'union monétaire dans un avenir proche. Les autres ont dû revoir leurs ambitions à la baisse, pour cause d'inflation trop élevée ou de dérapage des comptes publics.

La Hongrie semble la plus mal partie, avec un déficit public proche de 10 % de son produit intérieur brut en 2006 : elle a repoussé à 2013 son adhésion à l'euro, et l'austérité mise en oeuvre par le gouvernement pour assainir les comptes publics est à l'origine de vives tensions politiques. La République tchèque reste indécise. Les Etats baltes, qui voulaient pourtant être dans les premiers à adopter la monnaie unique, vont sans doute devoir attendre jusqu'en 2010.

La Pologne ne se fixe même pas d'échéance précise. Les jumeaux Kaczynski promettent même un référendum jugé malvenu à Bruxelles, qui pourrait avoir lieu en 2010 peu avant la prochaine élection présidentielle. En dépit d'une opinion publique pro-européenne, la coalition au pouvoir à Varsovie, où cohabitent eurosceptiques et populistes, pourrait être tentée de suivre l'exemple de la Suède. Sans disposer d'une clause de non participation à l'euro, à la différence du Royaume-Uni et du Danemark, celle-ci a voté contre son adhésion à l'union monétaire. Sans que les autorités européennes ne soient en mesure de la contraindre à abandonner sa monnaie nationale.

Dans ce contexte, les douze pays de la zone, la Commission et la Banque centrale européenne se veulent très rigoureux face aux prétendants à l'euro : au printemps 2006, la Lituanie, qui espérait se qualifier avec la Slovénie, a été recalée in extremis. Au grand dam de ses dirigeants, son inflation dépassait de peu la norme requise. "Tous les critères, rien que les critères", répète Joaquin Almunia, le commissaire chargé des affaires économiques et monétaires. Mais cette approche est contestée par les candidats.

Pour eux, les conditions posées à leur adhésion à l'euro ne sont pas adaptées à des économies très dynamiques, et sujettes à une surchauffe des prix qu'il juge normale en phase de rattrapage. Ils estiment qu'une trop grande rigueur peut fragiliser leur développement économique. Les capitales de la nouvelle Europe se plaignent de l'attitude des anciens, qui n'ont jamais hésité, à l'instar de la France, de l'Allemagne, et de l'Italie, à prendre des libertés avec les critères de Maastricht, mais qui se veulent désormais intraitables.

De leur côté, les experts ouest-européens estiment que rien ne presse. Comme les disparités demeurent très fortes, ils sont d'avis que la convergence n'est pas suffisante pour permettre aux candidats d'entrer dans la zone dans les meilleures conditions. Pour eux, toute précipitation risquerait de plomber la compétitivité de ces économies, à l'instar des problèmes rencontrés par l'Italie sept ans après la création de l'union monétaire.